



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Les travailleuses et travailleurs des services publics : Au cœur de votre quotidien !

Sept-Îles, vendredi 12 février 2010. – Les travailleuses et les travailleurs qui assurent les services publics de l'État sur la Côte-Nord prennent part à une vaste opération de sensibilisation de la population aujourd'hui. Ils rencontreront des centaines d'utilisatrices et d'utilisateurs des services publics aux abords de leur milieu de travail. Leur message ? Les services publics et celles et ceux qui les livrent sont au cœur du quotidien de toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Aux quatre coins du Québec, les salariées et salariés de l'État ont clairement dit qu'ils veulent la signature de nouvelles conventions collectives pour le 31 mars 2010. Au cours de cette journée, ils auront rencontré un demi-million de Québécoises et de Québécois, leur remettant un signet pratique aux couleurs de la Saint-Valentin.

« Il y a une véritable histoire d'amour entre les citoyennes et citoyens et leurs services publics. Nous y sommes tous fortement attachés parce que nous savons que grâce à eux, nous formons une société plus solidaire et équitable. En prime, ils nous aident à mieux traverser les périodes de crise économique. Ce que nous tenons à souligner aujourd'hui, c'est que ces services reposent entièrement sur le travail de centaines de milliers de personnes qui demandent que leur contribution à la société soit pleinement reconnue » a déclaré Robert Roy, porte-parole de la FTQ.

Un enjeu pour les régions

Sur la Côte-Nord, les services publics de l'État québécois emploient 7500 travailleuses et travailleurs dévoués. Sans leur contribution quotidienne, l'économie de notre région en souffrirait grandement.

Des négociations cruciales

Cette opération se tient alors que le Front commun SISP–CSN–FTQ mène des négociations avec le gouvernement pour remplacer les décrets de 2005 par des conventions collectives dûment négociées. Au cours des dernières années, les augmentations salariales dans le secteur public n'ont pas suivi celles qui se donnaient ailleurs dans la société. Même l'inflation a augmenté beaucoup plus rapidement. Conséquence : les salaires y accusent un retard inacceptable (8,7 %) par rapport à ceux versés dans les autres secteurs de l'économie, pour des emplois comparables.

Le Front commun demande une augmentation de 11,25 % sur trois ans, ce qui représente environ un dollar de l'heure. De son côté, le gouvernement offre 5 % d'augmentation sur cinq ans, ce qui est bien en dessous de l'inflation et accentuerait encore davantage le retard compte tenu des augmentations prévues dans le secteur privé pour la même période. Les négociations se poursuivent.

« Nous savons qu'une partie des problèmes de pénurie main-d'œuvre que connaissent nos réseaux sont notamment attribuables aux faibles salaires. Le gouvernement le sait aussi. Mais au lieu d'y apporter les solutions nécessaires, il préfère se fier au sens du dévouement de ses salariés qui redoublent d'ardeur et font beaucoup d'heures supplémentaires pour pallier l'insuffisance des ressources. Cette situation est intenable. Nous osons croire que le gouvernement n'attendra pas une multiplication des cas d'épuisement pour réagir. Malheureusement, nos gouvernements sont passés maîtres dans l'art de la gestion à court terme : il faudra qu'il sente la pression, non seulement des syndiqués, mais de l'ensemble de la population pour qu'il bouge », a expliqué Michel Levasseur, porte-parole du SISP.

Le Front commun s'est donné pour objectif de conclure des ententes d'ici le 31 mars prochain. « C'est un objectif réaliste puisque les syndicats ont identifié un nombre restreint d'enjeux les plus urgents. Pour y arriver, il faudra toutefois que le gouvernement et les employeurs y mettent aussi les énergies nécessaires. Nous entendons augmenter la pression pour que personne ne doute de notre détermination. C'est ainsi que les salariés de la région seront bien présents lors de la grande manifestation nationale du 20 mars, à Montréal », a conclu Guillaume Tremblay, porte-parole de la CSN.

Le Front commun regroupe 475 000 personnes salariées des services publics. Il s'agit des fonctionnaires et des professionnels du gouvernement, des travailleuses et travailleurs syndiqués des réseaux de la santé, de l'éducation et de certains organismes gouvernementaux. Le Front commun est formé du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ, FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB, UES).

- 30 -

Pour information :

Robert Roy, porte-parole de la FTQ : 418-965-7839 cell.

Michel Levasseur, porte-parole du SISP : 418 964-8888 p 245 bur.

Guillaume Tremblay, porte-parole de la CSN : 418 295-6722 cell.